

CAPGEMINI

SANCTIONS, REMBOURSEMENT DES AIDES ET

CONTRÔLE PUBLIC ET SOCIAL !

Capgemini, entreprise française, a conclu des accords avec l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) pour fournir notamment du « skip-tracing » (identification et localisation des migrants), pour un montant de 365 millions de dollars.

Plus Capgemini localise de migrants, plus elle empoche !

L'ICE, l'agence fédérale chargée de l'immigration aux USA, s'est transformée en milice au service du projet MAGA de Donald Trump. Elle agit hors de tout principe déontologique, sans contrôle, sans contre-pouvoir, sans autre compte à rendre qu'à la Maison Blanche. Elle est devenue l'outil de l'État trumpiste, c'est-à-dire d'un pouvoir illibéral au service d'un projet xénophobe et raciste.

Le bilan est terrible, avec l'assassinat de Renée Good le 7 janvier et d'Alex Pretti le 24 janvier. L'ICE suscite aussi des protestations massives, preuve que les résistances populaires sont actives contre les politiques trumpistes.

C'est un accord de la honte, qui baigne dans le sang et se repaît de dollars tirés des désastres humains et de la négation des droits humains.

Dans le même temps, la direction de Capgemini a annoncé le 20 janvier vouloir supprimer 2 400 emplois, soit près de 7 % des 35 000 postes en France. De qui se moque-t-on ? Les dirigeants de cette entreprise s'enrichissent grâce aux politiques racistes de Trump, tout en mettant des salariés à la rue en France.

Déjà, en 2022, la sénatrice communiste Éliane Assassi, rapporteure de la commission d'enquête sur l'influence des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques, avait pointé des problèmes quant à l'influence exercée par l'entreprise Capgemini en France sur les politiques publiques.



LE PCF DEMANDE :

- ☆ **la rupture des contrats avec l'ICE ;**
- ☆ **l'exclusion des marchés publics français et européens** tant que l'entreprise collabore avec des agences violant les droits humains ;
- ☆ **le remboursement des aides publiques perçues** par l'entreprise (Capgemini a reçu 80 millions d'euros de Crédit Impôt Recherche en 2025) ;
- ☆ **la création d'une commission d'enquête parlementaire** sur les activités de Capgemini.

Nous appelons à ce qu'une réflexion soit engagée dès à présent sur la mise sous contrôle public et social de l'entreprise !



☐ **J'adhère au PCF**

☐ **Je veux aider financièrement**

je verse : € (Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant)

Chèque à l'ordre de ANF-PCF

**REJOIGNEZ
LE PCF**



Prénom :

Nom :

Adresse :

CP/ville :

Téléphone :

E-mail :